

Après une nouvelle séquence électorale difficile pour le PCF et pour tout le mouvement progressiste en France et difficile aussi pour notre pays, je souhaite vous donner mon point de vue et vous livrer mes sentiments sur cette situation qui oblige à un véritable débat.

Dans quel contexte évolue le monde aujourd'hui ?

Nous vivons une domination sans précédent du capital au plan National, Européen et Mondial.

Aujourd'hui, 87 personnes dans le monde, les plus riches, possèdent autant que les 3,5 milliards d'êtres humains et cela se traduit forcément par des ravages humains, sociaux, économiques et environnementaux. Les crises politiques et religieuses s'accroissent, la population mondiale s'appauvrit, des guerres sont menées au nom de la liberté mais sont avant tout des guerres économiques, notamment au Moyen Orient (Irak, Lybie...) pour que le capital garde la maîtrise des ressources naturelles (on peut d'ailleurs prendre connaissance de l'analyse de Dominique de Villepin à ce sujet).

En 2011, les mouvements dits du « Printemps Arabe » exprimaient la révolte des peuples contre la corruption et une quête de liberté. Cinq ans après, dans la plupart de ces pays les conflits sont exacerbés, notamment avec la montée de l'islamisme.

Nous vivons un glissement à droite des sociétés occidentales, la société française n'y échappe pas

Avec une remise en cause des acquis sociaux (retraites, protection sociale...), avec une montée du chômage sans précédent, avec une remise en cause des services publics, la société s'enfoncé dans les

inégalités, l'individualisme, le repli sur soi. Il n'y a plus de recherche de solution collective.

Et aujourd'hui, il n'y a pas de réponses progressistes aux maux de la société.

Actuellement, il n'existe plus de vote d'adhésion à un projet de société où prime le commun et dans lequel tous nos concitoyens pourraient se retrouver ; il n'existe pratiquement plus qu'un vote en réaction.

Le mouvement progressiste français est pris en tenaille dans les élections entre la montée du vote Front National que beaucoup d'électeurs perçoivent comme le seul parti antisystème et le phénomène de vote utile « pour éviter le pire ». Beaucoup d'électeurs restent marqués par les présidentielles de 2002 où Jospin est éliminé au premier tour face à Chirac et Le Pen ; il s'agit pour eux, de faire avant tout barrage à l'extrême droite. Cette attitude s'est d'ailleurs en partie manifestée lors des dernières élections départementales et régionales.

Il y a aussi un avant et un après attentats. Actuellement, ce qui domine, c'est l'idée d'unité nationale et cela donne du corps et structure (de façon durable ou pas) cette façon de réagir devant une échéance électorale.

Le phénomène d'abstention massive d'une partie de nos concitoyens est également à prendre en compte. Ce sont souvent ceux les plus touchés par la crise qui pensent que la politique et les hommes politiques ne répondent plus à leurs attentes et ne peuvent plus y répondre.

De plus, dans notre pays, nos institutions ne permettent plus d'avoir de véritable débat démocratique ; tout est cadenassé, notamment par le renversement du calendrier législatif.

Regardez ce qui se passe en Espagne ou au Portugal. Si un parti arrivé en tête n'est pas en capacité d'être majoritaire pour former un gouvernement, les alliances ne se font pas avant les élections mais après, au grand jour et avec un débat public sur le fond qui intéresse les citoyens. Leur vote sert à quelque chose. Les socialistes portugais par exemple ont dû céder en partie sur la question des politiques d'austérité imposées par Bruxelles.

Cela pose avec force en France la question de la fin de la cinquième République et de ses institutions et de la mise en place d'une autre République où le Parlement dans lequel siègent les élus du peuple détienne véritablement le pouvoir.

Pourquoi le mouvement progressiste et ses partis sont-ils affaiblis ?

Durant le 20ème siècle, la société s'est construite sur un monde bipolaire ; d'un côté les bons et de l'autre les mauvais, les pays capitalistes et les pays socialistes.

Cela a structuré l'organisation du monde pendant une grande partie du 20^{ème} siècle et a modelé les pensées et les représentations des peuples. Ces deux blocs ont aussi structuré le mouvement ouvrier qui s'est organisé autour de ces modèles économiques et politiques antagonistes.

Cela a également profondément marqué notre pensée et notre action politique.

N'oublions pas non plus que dans le bloc de l'Est, cette période a été traversée par des mouvements, des soulèvements comme en Hongrie, en Tchécoslovaquie qui ont été brisés par l'Union Soviétique.

Hors bloc de l'Est, l'idée de l'eurocommunisme dans les années 70 aurait peut-être permis la construction d'une Europe sociale et empêcher la mise en place de l'Europe du capital. Cette initiative a été rejetée par la direction du PCF sur injonction du PCUS alors qu'elle nous aurait peut-être permis d'avancer sur la mise en place de l'Europe capitaliste telle qu'elle est construite aujourd'hui.

En tout cas si cette initiative avait perduré, elle aurait permis le débat.

Aujourd'hui la construction européenne n'a qu'un seul objectif, c'est celui d'enrichir le capital et de mettre en place des outils politiques et économiques qui empêchent que ce système soit remis en cause.

D'ailleurs en Grèce après l'élection de Syriza, la troïka, le bras armé du capital, a voulu mettre le peuple grec à genoux « pour l'exemple » ; rappelez-vous les images de ce retraité en larme car il ne pouvait pas retirer sa pension au distributeur !

Il n'est d'ailleurs pas interdit de penser que le capital mette tout en œuvre pour mettre un coup d'arrêt aux volontés progressistes qui s'expriment aujourd'hui en Espagne ou au Portugal.

Ce phénomène n'est pas propre à l'Europe. Si l'on regarde ce qui se passe en Amérique du Sud, au Venezuela avec la difficile succession de Chavez par Nicolas Maduro, au Brésil avec Dilma Rousseff, en Argentine avec Mauricio Macri ou au Nicaragua avec Daniel Ortega, le

capital essaie de reprendre la main sur cette partie du monde qui lui a pour un temps échappé.

Tous ces mouvements progressistes, aujourd'hui en difficulté, ont émergé à partir de mouvements sociaux ou de révoltes paysannes.

On retrouve d'ailleurs le même point de départ dans l'émergence des mouvements progressistes en Europe. C'est frappant avec Die Linke en Allemagne, Syriza en Grèce, PODEMOS en Espagne ou avec le bloc de gauche et la CDU au Portugal, qui se sont d'abord attachés à porter les revendications du mouvement social ou syndical pour ensuite construire et faire partager un projet politique.

Quelles expériences avons-nous vécu en France ? Quels résultats électoraux ?

Il nous faut examiner les mouvements des forces de progrès depuis plus de dix ans.

Au niveau du Parti Communiste, nous avons tenté la mutation et Robert Hue recueille 8,64% des voix aux présidentielles de 1995. On se reprend à espérer et, sept ans plus tard, on obtient 3,3 % des voix.

Quelle analyse avons-nous fait de cette période ?

Dès 2002, on voit l'émergence des candidats écologistes avec Noël Mamère qui obtient 5,25 % des voix.

Le Parti d'Olivier Besancenot récolte quant à lui plus de 4% des voix.

En 2005, 55% des Français rejettent le TCE avec le non au référendum. Le Parti Communiste et sa candidate Marie Georges Buffet tentent de rassembler au sein des collectifs antilibéraux pour la présidentielle de 2007 où nous enregistrons le score de 1,93% soit le pire score jamais enregistré. On ne peut pas dire pourtant que Marie Georges Buffet a mis le drapeau dans sa poche ou a failli sur le fond dans son programme. Pourtant le score est là.

Quelle leçon en avons-nous tiré ?

Le front de gauche.

Crée en 2009 pour les élections européennes avec Jean Luc Mélenchon, le Front de Gauche a bénéficié d'une dynamique populaire jusqu'aux présidentielles de 2012 qui le place en 4eme position mais dès les élections législatives deux mois après, le Front de Gauche amorce une descente électorale qui ne cesse de s'amplifier à chaque élection intermédiaire.

Il nous faut réfléchir sur les causes de tous ces échecs qu'on ne peut pas réduire à la seule question stratégique des alliances avec le Parti Socialiste, la baisse inéluctable du NPA et de LO en témoigne.

Un mot aussi sur le salariat d'aujourd'hui. Celui-ci s'est profondément modifié depuis 30 ans ; en effet, y-a-t-il encore quelque chose de commun entre par exemple, les salariés de MDBA, ceux de Michelin, ceux d'APIA, ceux des super marchés ? Comment appréhender cette question sans tomber dans des généralités inopérantes sur le salariat ?

Est-ce la fin de l'histoire comme promettait Margareth Thatcher ?

Si la situation peut naturellement nous interroger, on ne peut pas nier que l'on soit en difficulté sur la portée de nos idées et de notre projet. Il n'en demeure pas moins comme disait Karl Marx, qu'il « faut regarder l'herbe qui pousse ».

Il ne s'agit pas simplement de faire face, c'est-à-dire d'être contre, mais de faire émerger et vivre un contre-projet politique, économique et environnemental.

La société capitaliste est le produit de décisions d'hommes et de femmes, tout ce qui est fait peut se défaire. Peut-être est-ce d'ailleurs la première chose à démontrer dans la mesure où peu de personnes aujourd'hui semblent en être convaincues ?

Comment élaborer un nouveau projet politique à proposer et à débattre avec nos concitoyens ?

Il faut pour cela que l'on fasse cheminer les gens sur quelques propositions claires, concrètes qui nous identifient en tant que force politique ; l'égalité, l'emploi, le progrès social, l'environnement, la démocratie, les institutions nationales et européennes, le pouvoir des médias comme le propose Jean Claude Sandrier.

Quand on sait où on va, on sait comment y aller, c'est le contenu politique qui déterminera la question de la stratégie.

A Vierzon en janvier 2016

François Dumon

J'ai bien conscience que le « Que faire ? » est plus compliqué qu'il n'en a l'air...